

Passe d'armes entre l'armée et la rébellion au Burundi

PANA, 26/11/2008 - Bujumbura, Burundi - L'armée burundaise et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion) se sont accusés mutuellement, mercredi, de "provocations", après plusieurs incidents rapportés ces derniers jours sur le terrain. Les deux parties sont pourtant liées depuis le 7 septembre 2006 par un accord global de cessez-le-feu dont la mise en application effective se fait toujours attendre.

La situation pourrait même empirer en jugeant aux derniers développements sur le terrain des hostilités. Selon Jacques Bigirimana, en charge des questions politiques et diplomatiques au sein du dernier mouvement rebelle encore actif au Burundi, le haut commandement de la troisième région militaire, englobant Bujumbura, la capitale et trois autres provinces du nord-ouest du Burundi, aurait donné un ordre écrit aux soldats loyalistes d'attaquer les positions du PALIPEHUTU-FNL à compter de mercredi matin. L'ordre d'attaquer a même connu un début d'exécution dans Bujumbura-Rural, une province du sud-ouest de la capitale burundaise où une position rebelle a été démantelée dans la foulée des ordres du haut commandement de la FDN, croit savoir M. Bigirimana. Le porte-parole de la Force de défense nationale, le lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza, de son côté, a justifié le démantèlement de la position rebelle dans Bujumbura-Rural suite à des sévices corporels infligés à deux soldats loyalistes par des éléments du PALIPEHUTU. Des bruits de bottes sont également signalés depuis mercredi matin dans la Kibira où l'armée rwandaise a effectué des "patrouilles de combat" sur la base d'une information faisant état de deux nouveaux mouvements rebelles en gestation dans cette réserve naturelle du Nord-Ouest. Le pays a fait face à sept mouvements rebelles, dont six ont déposé les armes, en une décennie de guerre civile ayant déjà emporté au moins 300.000 personnes et poussé à l'exil intérieur et extérieur plus d'un million d'autres citoyens. Le PALIPEHUTU-FNL a été pratiquement mis au parfum des patrouilles de la FDN dans la Kibira et "si on trouve de nouveaux groupes rebelles non-signataires d'accord de cessez-le-feu, nous avons l'obligation de les détruire", a avisé le porte-parole de l'armée rwandaise. Sur le plan diplomatique, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, devait effectuer, mercredi, une visite de travail d'une journée à Kampala, pour une consultation avec son homologue ougandais, Yoweri Museveni. Le chef de l'Etat ougandais assure la présidence de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi. L'initiative a donné jusqu'à fin décembre prochain aux parties burundaises en guerre interminable pour enfin conclure un applicable accord de cessez-le-feu. Les parties au conflit doivent vider, d'ici là, plusieurs questions pratiques encore pendantes dans l'accord partiel de cessez-le-feu, comme la démobilisation, le désarmement et la réintégration (DDR) des combattants dans une nouvelle vie socioprofessionnelle. L'autre point d'achoppement porte sur l'agrément du PALIPEHUTU-FNL en tant que parti, mais en acceptant pratiquement de changer d'appellation pour se conformer aux exigences de la Constitution en vigueur dans le pays qui ne reconnaît pas d'associations à caractère politique se réclamant d'une ethnie, région ou religion donnée. La place des responsables rebelles dans les différentes institutions étatiques nationales reste également à négocier avant l'entrée en vigueur effective de l'accord de cessez-le-feu.